

DEPARTEMENT DES BOUCHES-DU-RHONE

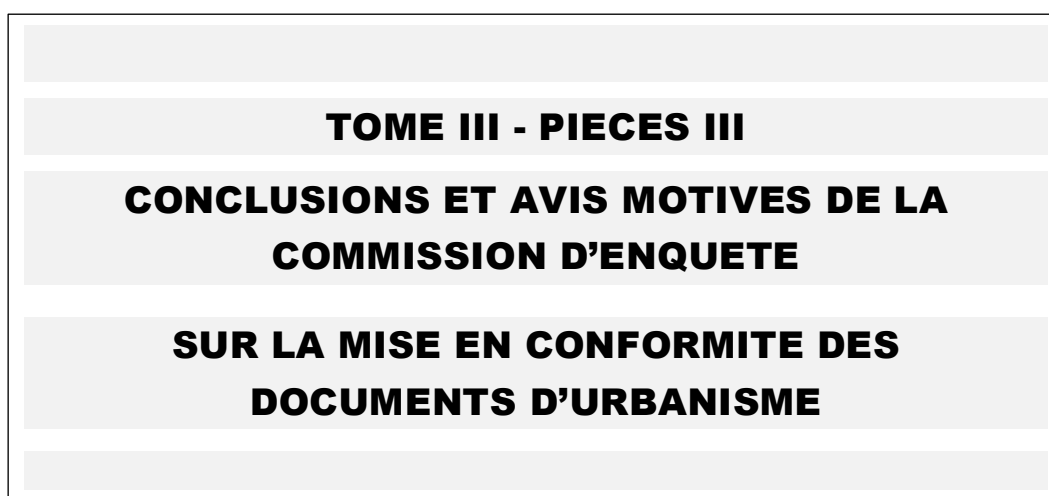
Communes de : Marseille, Septème Les Vallons, Les Pennes Mirabeau, Simiane
Collongue, Bouc Bel Air, Gardanne, Aix-en-Provence.

**Projet de réalisation de la 2 ème phase de modernisation de la ligne
ferroviaire Marseille – Gardanne - Aix-en-Provence.**

Enquête publique unique portant sur

- **L'utilité publique du projet**
- **Le parcellaire**
- **La mise en compatibilité des documents d'urbanisme**
- **La suppression du passage à niveau N° 110.**

Maitre d'Ouvrage SNCF RESEAU



Commission d'enquête

Président : Serge SOLAGES

Membres titulaires : Monique GIFFARD

Jean Marie ISNARD

Suppléante : Denise VELEMIR

Le projet objet de l'enquête publique unique

Le projet de réalisation de la 2^{ème} phase des travaux de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille – Gardanne – Aix-en-Provence, présenté par SNCF RESEAU concerne les **7 communes** de Marseille, Septèmes-les-Vallons, Les Pennes Mirabeau, Simiane Collongue, Bouc-Bel-Air, Gardanne et Aix-en-Provence.

Dans ce cadre, le but est de porter le nombre de trains de 3 à 4 TER / heure /sens à l'horizon 2020.

Pour atteindre cet objectif, le Maître d'ouvrage doit effectuer de nombreux travaux de modernisation sur cette ligne ferroviaire et certains d'entre eux peuvent ne pas être compatibles avec les documents d'urbanisme existants sur deux des communes concernées.

Ces travaux concernent tout particulièrement le secteur Nord de la ligne avec :

- La modernisation des installations ferroviaires de la gare d'Aix-en-Provence,
- Le doublement de la voie entre Luynes et Gardanne sur 3,5 km.

Une enquête publique unique qui comporte quatre volets

Le Maître d'Ouvrage, ayant opté pour une enquête publique unique, l'avis de la commission d'enquête doit porter simultanément sur quatre volets relevant d'autant de réglementations.

- L'utilité publique du projet sur le territoire des sept communes concernées.
- L'enquête parcellaire en vue de déterminer exactement les immeubles et terrains nécessaires à la réalisation du projet sur les communes de Gardanne, Aix-en-Provence et Bouc Bel Air.
- **La mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes de Gardanne et Aix-en-Provence.**
- Ainsi que la suppression du dernier passage à niveau, le PN n°110, sur la commune d'Aix-en-Provence.

Ce dernier volet, qui relève de la procédure de type commodo & incommodo, a fait l'objet d'un rapport et avis séparés qui ont été remis à la Préfecture huit jours seulement après la fin de l'enquête.

La mise en place de l'enquête

Les membres de la commission d'enquête ont été désignés le 14 novembre 2016, par décision du Tribunal Administratif de Marseille.

Le projet a été mis à l'enquête publique par l'arrêté préfectoral du 22 décembre 2016.

L'enquête s'est déroulée du 23 janvier 2017 au 03 mars 2017 inclus, soit durant 40 jours.

La mise en compatibilité des documents d'urbanisme

La mise en place du projet sur les sept communes ne concerne pas uniquement le domaine ferroviaire mais également des terrains publics ou privés, ainsi que des zones protégées telles que des forêts classées. Tel est le cas tout particulièrement sur les communes d'Aix-en-Provence et de Gardanne.

La création d'espaces réservés pour l'exécution des travaux est également nécessaire.

De ce fait la déclaration d'utilité publique requise pour l'exécution du projet, ainsi que l'enquête parcellaire impliquent nécessairement la mise en compatibilité de certains articles des Plans Locaux d'Urbanisme des deux communes de Gardanne et Aix-en-Provence.

Ce volet du projet est soumis au code de l'urbanisme.

En application de ses articles L153-54 et R153-13 la réunion d'examen conjoint sur la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes d'Aix-en-Provence et de Gardanne s'est tenue le 25 octobre 2016 à la Préfecture des Bouches du Rhône. Elle a fait l'objet d'un procès-verbal.

Les impacts du projet sur les documents d'urbanisme

En référence au dossier présenté par le Maître d'ouvrage les impacts du projet concernaient initialement.

Pour le PLU d'AIX-EN-PROVENCE, ces modifications concernaient

- Les règlements en zones UR1AU et N,
- La création de nouveaux emplacements réservés,
- Les dispositions applicables à la trame verte et bleue,
- La réduction d'emprise d'espaces boisés classés,
- La suppression d'éléments patrimoniaux,
- Certains documents graphiques.

Pour le PLU de GARDANNE, les incidences de cette modification visent

- Les règlements en zone N, AUE et A,
- La création de nouveaux emplacements réservées,
- Certains documents graphiques.

Concernant les observations reçues durant l'enquête publique

Seules **trois** observations, sur les **78** portées sur les registres d'enquête, concernent ce volet de l'enquête unique.

On peut donc considérer que la mobilisation du public sur cet aspect du projet a été très faible.

Toutefois 2 des observations émanaient directement des collectivités concernées :

- **La commune de Gardanne**, il s'agit d'une lettre de Monsieur le Maire, qui met en avant l'impact environnemental et paysager du projet sur le site classé du Pavillon de Chasse du Roy René.
- **La commune d'Aix-en-Provence**,
 - Hormis une observation d'un particulier, Madame ISOARD née THERY au titre de l'indivision de la parcelle HA 161.
 - **Le courrier officiel de deux pages de Monsieur GALLESE, Adjoint délégué à l'urbanisme et l'aménagement du territoire de la Mairie d'Aix-en-Provence**, précise qu'un certain nombre d'articles du PLU de la commune sont déjà fait sont adaptées et compatibles à l'exécution du projet.

Ces observations et questions ont été analysé par la commission d'enquête et ont fait l'objet d'un procès-verbal adressé au Maître d'ouvrage lui demandant une réponse point par point sur les différents problèmes ou interrogations soulevés.

La commission d'enquête a également formulé plusieurs questions au Maître d'ouvrage.

Il s'avère que :

- **Pour ce qui concerne les craintes de la commune de Gardanne**, la commission d'enquête a pris acte des engagements des engagements du Maître d'ouvrage des efforts consentis pour préserver le site et ce dans la mesure une évolution des emprises du projet est encore possible.
- **Pour ce qui concerne la commune d'Aix-en-Provence**,
 - SNCF RESEAU a pris acte de l'analyse du service urbanisme et a déclaré que les articles dont les dispositions sont déjà compatibles avec l'exécution du projet n'ont donc pas lieu d'être portés à la délibération du conseil municipal.
 - SNCF RESEAU a fourni par ailleurs des explications jugées suffisantes sur les autres points mentionnés dans le courrier.

La commission d'enquête considère que les réponses et engagements fournis par SNCF RESEAU répondent bien aux interrogations formulées par les deux communes.

CONCLUSIONS ET AVIS MOTIVES DE LA COMMISSION D'ENQUETE SUR LA MODIFICATION DES DOCUMENTS D'URBANISME

En conclusion de ce volet de l'enquête, en l'état actuel du dossier d'enquête, compte tenu de l'examen des observations portées aux registres et des réponses fournies par le Maître d'ouvrage, SNCF RESEAU, aux questions et interrogations formulées par le public et la commission d'enquête.

Et notamment

Considérant

- La désignation en date du 14 novembre 2016 prise par le Tribunal Administratif de Marseille des membres de la commission d'enquête et du suppléant,
- L'arrêté de Monsieur le Préfet des Bouches du Rhône du 22 décembre 2016, portant ouverture de l'enquête,
- Les publicités et les affichages réalisés conformément à l'arrêté préfectoral précité,
- Le dossier soumis à l'enquête publique,
- Les réponses apportées par SNCF RESEAU aux questions de la commission d'enquête posées, dans le procès-verbal de synthèse du 12 mars 2017,
- Le rapport d'enquête.

➤ Sur les objectifs du projet

- Qui permet de passer de 3 à 4 TER / heure / sens, ce qui permet un accroissement notable de la fréquentation de la ligne à l'horizon 2020.
- Ce qui implique nécessairement la modification de certaines dispositions des documents d'urbanisme des communes de Gardanne et Aix-en-Provence.

➤ La commission d'enquête considère que

- La procédure d'enquête et de suivi est conforme aux prescriptions réglementaires en vigueur,
- L'enquête s'est déroulée dans les délais impartis et sans problème particulier,
- Le dossier présenté à l'enquête publique respecte la réglementation, sa présentation est précise et compréhensible.

➤ Concernant les informations complémentaires et réponses données aux questions du public et de la commission d'enquête.

La commission d'enquête considère que le Maître d'ouvrage a pris en compte les observations portées aux registres et a répondu de façon satisfaisante et constructive aux questions qui lui ont été posées par la commission d'enquête.

En conséquence la commission d'enquête

A l'issue de l'enquête et au vu des éléments recueillis,

Donne un avis favorable sans réserve à la mise en compatibilité des documents d'urbanisme des communes d'Aix-en-Provence et Gardanne afin de permettre la réalisation de la 2ème phase des travaux de modernisation de la ligne ferroviaire Marseille-Gardanne-Aix en Provence.

Fait à Marseille, le 30 mars 2017

Le Président de la Commission d'enquête

Serge SOLAGES

Les membres de la Commission d'enquête

Monique GIFFARD

Jean-Marie ISNARD